

DEPARTEMENT DES  
ALPES MARITIMES

ARRONDISSEMENT DE GRASSE

CANTON DE VALBONNE

N° 9348

NOMBRE

de conseillers en exercice

33

de présents

27

de votants

33

OBJET

Contentieux administratif

Requête en référé de Monsieur HERMES  
et autres

Injonction interruption de travaux

VOTES

Pour	33	
Contre		
Abstention		

L'an deux mil dix-neuf, le douze décembre, le Conseil Municipal de la commune de Valbonne étant rassemblé en séance ordinaire, au lieu habituel de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de :

Monsieur ETORÉ Christophe, Maire

**Étaient présents** : ETORÉ Christophe, BONNEAU Martine, VIGNOLO Betty, SAVORNIN Richard, DERONT-BOURDIN Gautier, LANCHARRO Marie-José, LASSOUED Bouchra, SIMON Eric, ROUGELIN Alexandra, MEULIEN Jean-Paul, DAUNIS Marc, PEACOCK Valérie, BORIES Camille, DEBORDE Elisabeth, BOSSARD Frédéric, SANTOS Xavier, DALMAS Fabien, DENISE Charlène, FOISSAC Elodie, PATTIN Sébastien, JANNAUD Sonia, CHARLOT VALDIEU Catherine, KAÇA Afrim, FERNANDEZ Patrick, DAL MORO Christian, MEBAREK Yamina, BEGLIA Florence.

**Procurations** : BARADEL André-Daniel à SANTOS Xavier, VIVARELLI Philippe à SAVORNIN Richard, SELOSSE Sandrine à DALMAS Fabien, BENTRAD Samira à DAUNIS Marc, VALENTI Anaïs à MEULIEN Jean-Paul, HOSKIN Marie-Pierre à DEBORDE Elisabeth.

Madame FOISSAC Elodie a été désignée secrétaire de séance.

Monsieur Fadi HERMES, Monsieur et Madame KLEIN, Madame VELLA ont introduit devant le Tribunal administratif de Nice, une requête en référé au titre des dispositions de l'article L.521-3 du Code de justice administrative, qui prévoit :

« En cas d'urgence et sur simple requête qui sera recevable même en l'absence de décision préalable, le juge des référés peut ordonner toutes autres mesures sans faire obstacle à l'exécution d'aucune décision administrative ».

Cette requête a été enregistrée le 31 octobre 2019 sous les références 1905187-8. Il est demandé au juge des référés d'enjoindre au Maire de prendre un arrêté interruptif de travaux dans le prolongement du procès-verbal d'infraction établi le 26 septembre 2019 à l'encontre de Monsieur Roberto PEDRAZZI et Madame Isabella MOTTA, pour non-respect du permis de construire et de démolir n° PC 00615217T0041, accordé le 9 janvier 2018 pour des travaux réalisés au 2033 Route de Cannes, lieudit Beaumont.

Vu les délais très brefs impartis à la Commune pour produire ses observations en défense ;

Vu les dispositions de l'article L.2132-3 du Code général des collectivités territoriales permettant au Maire, sans autorisation préalable du Conseil Municipal, de faire tous actes conservatoires ou interruptifs des déchéances ;

Vu l'ordonnance n° 1905187-8 du 21 novembre 2019 par laquelle le juge des référés a rejeté la requête précitée ;

Attendu que les actes conservatoires pris doivent être régularisés a posteriori par le Conseil Municipal ;

Après avoir entendu l'exposé et en avoir délibéré, le Conseil :

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à agir en justice en défense, devant le juge des référés statuant en urgence auprès du Tribunal administratif de Nice dans le cadre de la procédure ci-dessus visée ;
- **FIXE** le montant des honoraires dus à l'avocat chargé de la défense à la somme de 1 800 euros TTC ;
- **IMPUTE** les frais de cette procédure au chapitre 11 – fonction 020 – nature 6226 du budget de la Commune.

**FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS.**

Le Maire certifie que le compte rendu de la séance du Conseil Municipal a été affiché à la porte de la Mairie le 17 décembre 2019 et que la convocation du Conseil a été faite le 6 décembre 2019. La présente délibération a été affichée le 19 décembre 2019 et sera publiée au recueil des actes administratifs de la Commune.

Valbonne Sophia Antipolis, le 19 décembre 2019  
Le Maire,